
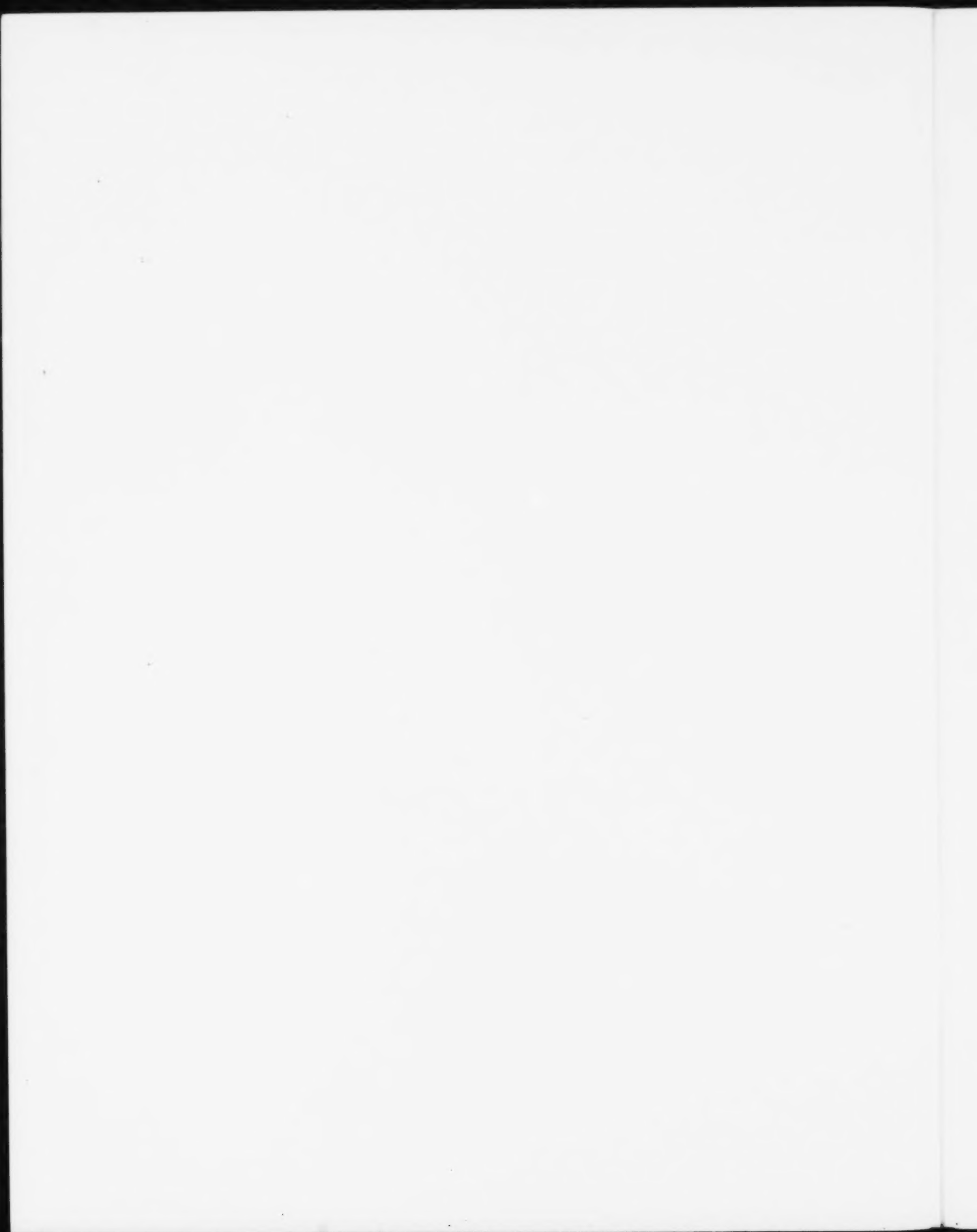


RAPPORT ANNUEL
DE GESTION
2006-2007

Conseil du statut de la femme

Québec 



RAPPORT ANNUEL
DE GESTION
2006-2007

Conseil
du statut
de la femme

Le contenu de cette publication a été rédigé
par le Conseil du statut de la femme

Coordination : Béatrice Farand
Réalisation infographique : Guylaine Grenier
Révision : Judith Tremblay (Affaires de style)
Impression : Productions imprimées Richard Vézina

Depôt légal – 2007
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN : 978-2-550-50118-3
978-2-550-50119-0 (PDF)
ISSN : 0705-6435
© Gouvernement du Québec

La couverture a été imprimée sur du Domtar Cornwall,
appartenant à la famille Domtar EarthChoice.
Les fibres utilisées proviennent d'une forêt bien gérée et
certifiée de façon indépendante.

DOMTAR EarthChoice®

Les pages intérieures ont été imprimées sur du Nouvelle Vie Opaque,
contenant 30 % de fibres recyclées postconsommation, certifié Eco-Logo
et fabriquée à partir d'énergie biogaz.



BIO GAZ
ÉNERGIE

Monsieur Michel Bissonnet
Président de l'Assemblée nationale du Québec
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 24 de la Loi sur l'administration publique, j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport annuel de gestion du Conseil du statut de la femme pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2007.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

La ministre de la Culture, des Communications
et de la Condition féminine,

Christine St-Pierre

Québec, le 19 juin 2007

Madame Christine St-Pierre
Ministre de la Culture, des Communications
et de la Condition féminine
Édifice Guy-Frégault
225, Grande-Allée Est, Bloc A, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 5G5

Madame la Ministre,

J'ai le plaisir de vous transmettre, conformément à l'article 24 de la Loi sur l'administration publique, le rapport annuel de gestion du Conseil du statut de la femme pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2007.

L'année budgétaire 2006-2007 marque une transition entre l'application de deux plans stratégiques pour le Conseil du statut de la femme. En attendant l'adoption et la mise en œuvre du *Plan stratégique 2007-2012*, le Conseil a ajouté une année au *Plan stratégique 2001-2005*, qui avait déjà bénéficié d'une prolongation l'an dernier. Les raisons justifiant ces reports sont l'attente des décisions gouvernementales sur les recommandations du comité d'évaluation des organismes, connues en mai 2006, et la période de présidence intérimaire d'avril à décembre 2006.

Ainsi, ce rapport rend compte des réalisations du Conseil en fonction des orientations qu'il s'est données en vertu de ce plan stratégique et de son *Plan d'action 2006-2007*.

L'année financière 2006-2007 a été caractérisée par la nouvelle priorité du Conseil : les jeunes. Le Conseil a en effet évalué que la poursuite de l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes devait aussi s'appuyer sur les nouvelles générations qui peuvent contribuer de façon significative aux changements des mentalités. Conséquemment, il a notamment diffusé un numéro spécial de la *Gazette des femmes*, appelé pour l'occasion la *Gazette des filles*, et mis en ligne un site Web jeunesse, www.egalitejeunesse.com, qu'il continuera d'alimenter avec des outils de sensibilisation à l'égalité à l'intention des jeunes du secondaire et du personnel enseignant.

Le Conseil a également produit une recherche sur l'économie sociale dans le secteur de l'aide domestique intitulée *L'économie sociale et sa filière domestique : quel avenir pour l'emploi des femmes*, publié un *Mémoire sur le document de consultation Garantir l'accès : un défi d'équité, d'efficacité et de qualité* en réaction au document de consultation du ministre de la Santé et des Services sociaux portant sur la réponse gouvernementale au jugement de la Cour suprême dans l'affaire Chaoulli-Zeliotis, et étudié le projet de loi n° 33 sur la Loi modifiant la Loi sur les services sociaux et d'autres modifications législatives.

Le Conseil a aussi poursuivi d'importants travaux sur les stéréotypes sexistes et sur la sexualisation de l'espace public, et amorcé l'élaboration d'un avis sur les droits des femmes dans un contexte de diversité culturelle.

Par ailleurs, les bureaux régionaux du Conseil ont travaillé en étroite collaboration avec les instances régionales en vue d'apporter leur expertise à la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes en région. Comme il a été convenu avec la ministre responsable de la Condition féminine, ils poursuivront leurs mandats dans la prochaine année, en appui au ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine dans la mise en œuvre de la nouvelle politique *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*.

Je vous saurais gré de bien vouloir communiquer ce rapport à l'Assemblée nationale, comme le requièrent les dispositions de la Loi sur l'administration publique.

Soyez assurée, Madame la Ministre, de la collaboration des membres et du personnel du Conseil, et recevez mes salutations distinguées.

La présidente du Conseil du statut de la femme,

Christiane Pelchat

Québec, le 19 juin 2007



TABLE DES MATIÈRES

Déclaration attestant la fiabilité des données et des contrôles afférents	9
Partie 1 :	
Présentation du Conseil du statut de la femme	11
Les membres du Conseil	11
La mission	11
La structure organisationnelle	12
Les enjeux, le contexte et les perspectives	12
Partie 2 :	
Résultats en lien avec les orientations du <i>Plan stratégique 2001-2005</i> , prolongé d'une année additionnelle, et du <i>Plan d'action 2006-2007</i>	15
2.1 Ajustements apportés au <i>Plan d'action 2006-2007</i>	15
2.2 Résultats en lien avec le <i>Plan d'action 2006-2007</i>	15
Première orientation Examiner l'effet des changements démographiques sur les conditions de vie des femmes	15
Deuxième orientation Favoriser l'amélioration de la situation économique des femmes	16
Troisième orientation Participer à l'amélioration de la santé et du bien-être des femmes	16
Quatrième orientation Favoriser la place des femmes dans les lieux de pouvoir et leur participation citoyenne	16
2.3 Actions d'information et de sensibilisation	17
Partie 3 :	
Utilisation des ressources	21
Ressources financières	21
Ressources humaines	21
Ressources informationnelles	24
Ressources matérielles	24
Partie 4 :	
Autres exigences : application des lois, des politiques et des responsabilités administratives	25
Déclaration de services aux citoyens	25
Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration	25
Plan d'action gouvernemental pour la protection des renseignements personnels	25
Éthique	25
Accès à l'égalité en emploi et rajeunissement de la fonction publique	25
Plan d'action à l'égard des personnes handicapées	25
Annexes	
I Liste des membres	27
II Organigramme	28
III Valeurs	29
IV Liste des publications 2006-2007	30
V Code d'éthique et de déontologie	31



Déclaration attestant la fiabilité des données et des contrôles afférents

Les renseignements contenus dans ce rapport annuel de gestion relèvent de ma responsabilité, laquelle porte sur la fiabilité des données consignées dans le rapport et des contrôles afférents.

Les résultats et les données du *Rapport annuel de gestion 2006-2007* du Conseil du statut de la femme

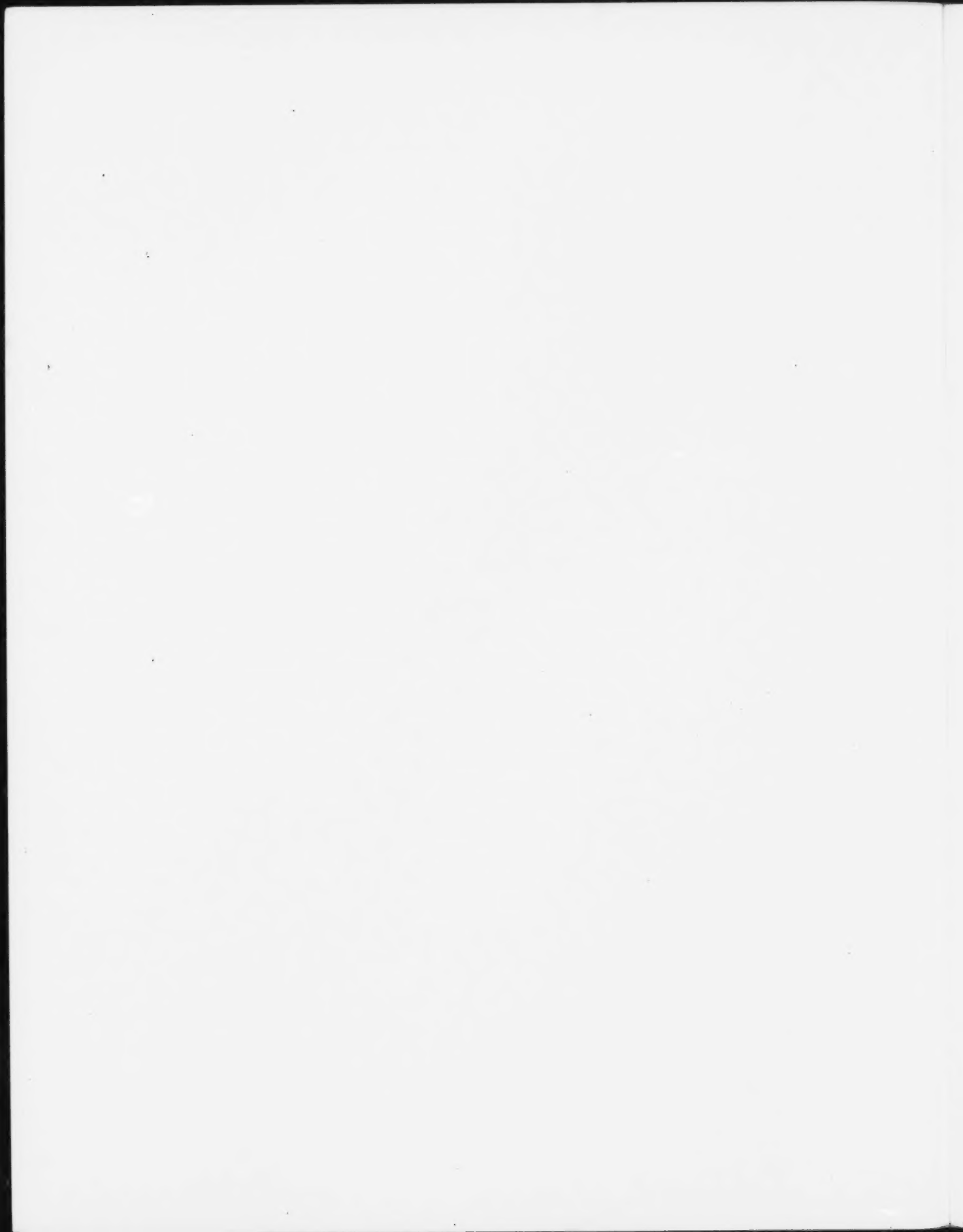
- décrivent fidèlement la mission, les mandats, les valeurs et les orientations stratégiques de l'organisme;
- exposent les objectifs et les résultats atteints;
- présentent des données exactes et fiables.

Je déclare que les données contenues dans le présent rapport annuel de gestion, ainsi que les contrôles afférents à cette information, sont fiables et qu'elles correspondent à la situation telle qu'elle se présentait le 31 mars 2007. Les personnes qui souhaitent en savoir davantage sur la mission, la structure et le mandat du Conseil peuvent consulter le site Web à l'adresse www.csf.gouv.qc.ca

Au-delà de sa facture administrative, je souhaite que ce document reflète les positions et les préoccupations des membres du Conseil et qu'il témoigne aussi de l'excellence du travail accompli par le personnel, que je remercie vivement. Je profite de l'occasion pour remercier Hélène Harvey d'avoir assumé l'interim entre le départ de Diane Lavallée et ma nomination.

La présidente du Conseil du statut de la femme,

Christiane Pelchat



Partie 1 :

Présentation du Conseil du statut de la femme

Les membres du Conseil

Le gouvernement a procédé à la nomination à titre de présidente de M^{me} Christiane Pelchat le 29 novembre 2006. Celle-ci est entrée en fonction le 4 décembre 2006. Outre la présidente, le Conseil est composé de dix membres, des femmes nommées par le gouvernement à la suite d'une consultation auprès des associations féminines, des universités, des groupes socio-économiques et des syndicats. Également, au sein du Conseil, siègent sans droit de vote les sous-ministres ou leurs déléguées membres des ministères suivants : Santé et Services sociaux; Éducation, Loisir et Sport; Travail; Justice; Emploi et Solidarité sociale; Culture, Communications et Condition féminine de même que le Conseil du trésor.

Les membres participent à des réunions régulières et sont appuyées par des comités formés pour étudier des questions particulières et faire rapport au Conseil. Les comités peuvent être composés entièrement ou partiellement de personnes qui ne sont pas membres du Conseil. Les membres adoptent les avis et les recherches avant publication et s'assurent de donner lieu à des recommandations qui reflètent l'opinion des membres et la diversité des femmes du Québec. Au cours du présent exercice, les membres ont participé à quatre rencontres régulières. La liste des membres est présentée à l'annexe I.

La mission

Le Conseil du statut de la femme est un organisme gouvernemental de type consultatif créé en 1973 (L.R.Q., c. C-59) pour veiller à la promotion et à la défense du statut et des droits des Québécoises.

Le Conseil agit comme lieu d'observation des conditions de vie des femmes, réalise des études et des recherches qui mettent en lumière les inégalités vécues par celles-ci. Il fait ressortir les enjeux importants qui interpellent notre société à l'égard de l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes. Également, il soumet des avis et fait des recommandations relativement aux lois, aux politiques et aux programmes qui touchent les Québécoises, dans la perspective qu'y soient intégrés leurs préoccupations, leurs réalités et leurs intérêts.

Le Conseil sensibilise également la population et les partenaires sociaux nt des obstacles à l'édification d'une société égalitaire pour toutes et tous.

L'une des principales caractéristiques du Conseil réside dans sa structure décentralisée. Grâce à ses antennes régionales, le Conseil est en mesure de poursuivre, à l'échelle des régions, sa fonction de conseil et son rôle d'information.

Par son action, le Conseil vise à faire participer autant les femmes que les hommes au développement économique, politique, social et culturel du Québec. Il apporte également sa contribution à la construction d'une société où la justice, la solidarité, l'équité et le respect des droits de toutes et tous ses membres sont des valeurs authentiques partagées par les femmes et les hommes.

La mission du Conseil du statut de la femme l'amène à se préoccuper des intérêts et des droits des Québécoises, qui constituent 50,6 % de la population du Québec. En vertu de son mandat, c'est d'abord auprès du gouvernement et de la ministre de la Condition féminine ainsi qu'auprès des paliers de décision locaux et régionaux que le Conseil véhicule l'ensemble de ses observations et de ses avis.

C'est aussi à la population en général que sont destinées les interventions du Conseil, puisqu'il informe les femmes et les hommes du Québec sur toute question concernant l'égalité des sexes.

De plus, le Conseil est appelé à entretenir des liens ponctuels ou réguliers avec plusieurs partenaires gouvernementaux tant sur le plan national que régional. Parmi ceux-ci figurent d'autres conseils consultatifs, le Secrétariat à la condition féminine, des ministères sectoriels et des instances régionales.

La mise en place de conditions favorables à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes est un enjeu de société qui nécessite la mobilisation de plusieurs partenaires avec lesquels travaille le Conseil, dont les groupes nationaux et régionaux de femmes, les comités de condition féminine des syndicats de même que les chercheuses féministes et les décideurs locaux et régionaux.

La structure organisationnelle

Le Conseil du statut de la femme comptait, au 31 mars 2007, sur un effectif de 51 personnes et sur un budget d'un peu plus de 4 millions de dollars pour remplir sa mission. Sa structure organisationnelle comprend le Bureau de la présidente, le Secrétariat général et les Services administratifs, la Direction des communications, la Direction de la recherche et de l'analyse ainsi que la Direction des bureaux régionaux. L'organigramme est présenté à l'annexe II.

Les enjeux, le contexte et les perspectives

Les travaux qu'effectue le Conseil, tout comme l'action qu'il mène, s'inscrivent dans un contexte influencé par une multitude d'enjeux sociaux, économiques et culturels, dont certains retiennent particulièrement son attention et constituent son cadre de référence pour l'ensemble de son action.

Le *Plan stratégique 2001-2005* du Conseil du statut de la femme a été prolongé d'une année additionnelle. Celui-ci tient compte des réalités démographiques que connaît le Québec : baisse du taux de natalité, vieillissement de la population qui a comme corollaire la diminution de l'importance relative des jeunes, diminution de la main-d'œuvre, transformation des familles, mouvements migratoires, situation économique des jeunes. Dans ce contexte, suivre les tendances majeures dans l'évolution de la population, pour en cerner les conséquences chez les femmes, devient un aspect incontournable de la mission de l'organisme. À cet égard, le Conseil entend communiquer cette préoccupation dans toutes ses interventions et, notamment, celles couvrant les domaines de l'emploi, de la santé, de l'éducation, de la politique et de la participation citoyenne des femmes.

Dans la perspective d'une meilleure autonomie économique, les femmes doivent pouvoir accéder en plus grand nombre au marché de l'emploi et à la formation dans de multiples secteurs d'activité et, particulièrement, dans des créneaux non traditionnels porteurs d'avenir et rémunérateurs. Par ailleurs, les secteurs d'activité dans lesquels elles sont majoritaires devraient, pour leur part, être reconnus à leur juste valeur.

Si les Québécoises veulent avoir une emprise sur leur avenir collectif, il importe aussi qu'elles puissent exercer leur influence autant sur le développement social, économique et politique que culturel. Il est de l'intérêt des femmes de se trouver plus nombreuses à occuper leur place dans les multiples lieux de pouvoir, aux divers paliers décisionnels, local, régional et national, afin d'apporter leur vision et leur expertise et pour que l'on puisse tenir compte de leur réalité et de leurs principales préoccupations. Le Conseil estime que les femmes, loin d'être des témoins passifs des transformations qui se dessinent, doivent y prendre part pour les infléchir en fonction de leurs besoins et de leurs aspirations.

Comme il l'a fait depuis plus de 30 ans, le Conseil continue d'exercer une constante vigilance afin que les décisions prises par l'État demeurent respectueuses des besoins et des intérêts des femmes et qu'elles favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes. Pour y parvenir, il a fait porter son action de façon prioritaire vers des domaines en mutation : la démographie et les rapports sociaux; le travail, la formation et l'économie; la santé, le bien-être et l'environnement; la politique et l'engagement social. Les retombées ne seront pas uniquement bénéfiques aux femmes, mais à l'ensemble de la société québécoise.

Au-delà de ces choix d'orientation, l'enjeu capital consiste à s'assurer que tous les efforts soient déployés afin de maintenir l'objectif d'égalité entre les femmes et les hommes au rang des priorités gouvernementales et que celui-ci soit partagé et soutenu. La montée de valeurs conservatrices et le retour de certains préjugés sexistes exigent une vigilance accrue afin de désamorcer toute intervention susceptible de faire reculer les acquis des femmes. Dans cet environnement, un autre enjeu est de réussir à forger et à maintenir des alliances stratégiques, non seulement avec les femmes de tout horizon, mais aussi avec les acteurs sociaux et les hommes qui ont à cœur de construire une société authentiquement égalitaire.

TABLEAU SYNTHÈSE – PLANIFICATION STRATÉGIQUE 2001-2005
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
(prolongation en 2007)

Mission	Donner des avis sur les questions concernant les droits et le statut des femmes, dégager les inégalités et les enjeux auxquels elles font face par le biais d'avis et de recommandations, et sensibiliser la population et les partenaires sociaux afin de faire évoluer les mentalités et progresser les conditions de vie des femmes			
	Démographie et rapports sociaux	Travail, formation et économie	Santé, bien-être et environnement	Politique et engagement social
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> • Changements démographiques • Transformation de la société québécoise • Nouveaux modes familiaux • Vieillesse de la population • Appauvrissement des régions • Exclusion de personnes • Diversité croissante de la société civile 	<ul style="list-style-type: none"> • Mondialisation des échanges • Nouvelles technologies de l'information • Écarts entre riches et démunis • Révision du rôle et des politiques de l'État • Maintien de l'équilibre budgétaire • Montée du travail atypique • Conciliation travail-famille • Conciliation maternité-études • Emplois non traditionnels 	<ul style="list-style-type: none"> • Désengagement de l'État • Effets sur les femmes des transformations dans le système de santé • Violence • Détresse psychologique chez les jeunes filles et les femmes, et dégradation des habitudes de vie • Nouvelles technologies reproductives et pratiques environnementales 	<ul style="list-style-type: none"> • Mouvement de régionalisation • Sous-représentation des femmes dans les lieux de pouvoir • Importance de la participation citoyenne des femmes et de la relève féminine • Internationalisation des solidarités
Enjeux	S'assurer qu'à travers les changements démographiques, les acquis des femmes se maintiennent et que leurs conditions de vie s'améliorent	<p>Rechercher une plus grande autonomie financière pour les femmes</p> <p>Comprendre le phénomène de la mondialisation et ses effets particuliers sur les femmes</p>	Permettre à toutes les femmes de bénéficier de conditions propices à l'amélioration de leur santé et de leur bien-être	Favoriser l'accès et la participation des femmes au pouvoir dans un objectif d'égalité pour une meilleure prise en considération de leurs besoins et de leur vision dans les lieux de décision
Orientations stratégiques	Examiner les conséquences des changements démographiques sur les conditions de vie des femmes	Favoriser l'amélioration de la situation économique des femmes	Participer à l'amélioration de la santé et du bien-être des femmes	Favoriser la place des femmes dans les lieux de pouvoir et leur participation citoyenne
Axes d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition et diffusion de connaissances • Information et sensibilisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition et diffusion de connaissances • Information et sensibilisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition et diffusion de connaissances • Information et sensibilisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition et diffusion de connaissances • Information et sensibilisation
Objectifs du Conseil	<ul style="list-style-type: none"> • Influencer le gouvernement pour qu'il prenne en compte les conditions de vie des femmes dans ses lois, ses politiques, ses programmes et ses plans d'action afin d'éclairer sa prise de décision et le choix de ses actions • Documenter et faire connaître les diverses réalités des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Influencer le contenu des projets gouvernementaux à caractère économique • Informer les femmes pour les aider à mieux faire face aux changements du marché du travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Influencer les projets gouvernementaux ayant un impact sur la santé et le bien-être des femmes • Informer la population et le gouvernement sur les enjeux en matière de santé et de bien-être des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Influencer pour une meilleure prise en compte des besoins des femmes dans le développement local, régional et national et dans la participation citoyenne • Alimenter la réflexion des instances locales, régionales et nationales • Favoriser des échanges d'expertise sur le plan international, national, régional et local

Partie 2 :

Résultats en lien avec les orientations du *Plan stratégique 2001-2005*, prolongé d'une année additionnelle, et du *Plan d'action 2006-2007*

2.1 Ajustements apportés au *Plan d'action 2006-2007*

À la suite de changements importants apportés à l'agenda du gouvernement et pour des raisons indépendantes de sa volonté, ou à la suite d'analyses de pertinence, le Conseil s'est vu dans l'obligation de revoir l'échéance de certaines actions ou de les annuler. Les points suivants apportent des explications à cet égard.

- Publier *Des nouvelles d'elles – Les femmes autochtones du Québec* : Le Conseil a octroyé un contrat à l'Institut national de la recherche scientifique pour l'exécution d'un portrait statistique et qualitatif de la situation des femmes autochtones, dans le cadre de sa collection *Des nouvelles d'elles*. Des retards de livraison du produit obligent le Conseil à reporter la publication à la prochaine année.
- Produire un avis sur l'hypersexualisation : Les travaux relatifs à l'hypersexualisation se sont poursuivis. Une recension de littérature sur divers aspects qui touchent la sexualisation de l'espace public a été réalisée. Une attention particulière a été portée à la question de l'éducation sexuelle tout en s'intéressant à l'évolution de la sexualité humaine ainsi qu'aux différents agents de socialisation sexuelle des jeunes. La publication de l'avis est toutefois reportée à l'an prochain.
- Colliger les données et les études importantes décrivant les femmes handicapées du Québec et, en collaboration avec l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), rédiger un premier projet de texte : La carence des données permettant une analyse chronologique de la situation et la diffusion prochaine des résultats de deux enquêtes de l'Institut de la statistique du Québec sur les personnes ayant une incapacité ont motivé la décision de reporter à 2008-2009 la publication de cette étude.
- Préparer une recherche et un avis sur les mesures d'accommodements face à l'affirmation des identités religieuses : La complexité de la question de la diversité religieuse face au droit à l'égalité des sexes a poussé le Conseil à mener des recherches et des consultations plus importantes qu'il n'était prévu. La parution de l'avis sur la question a donc dû être reportée à l'exercice 2007-2008.

2.2 Résultats en lien avec le *Plan d'action 2006-2007*

Conformément à son objectif d'influencer les projets gouvernementaux et afin de répondre aux invitations du gouvernement à se prononcer sur différents projets de loi, le Conseil a produit et publié, en 2006-2007, un mémoire et une recherche, et s'est exprimé sous forme de lettres commentaires aux instances politiques et administratives à 17 occasions. Au total, le Conseil a formulé 33 recommandations au gouvernement de façon à lui suggérer des mesures susceptibles d'améliorer les conditions de vie des femmes en lien avec leur autonomie économique, leur formation, leurs responsabilités familiales et les conséquences sur elles de l'organisation du système de santé. Pour accomplir l'ensemble de ses travaux, le Conseil a rencontré 78 personnes au cours de 3 activités de consultation.

Dans la poursuite de la première orientation **Examiner l'effet des changements démographiques sur les conditions de vie des femmes**, le Conseil a

- effectué une tournée de consultation auprès de jeunes du Québec, mandat assumé par le groupe de travail sur les jeunes mis sur pied en 2005-2006. Ce groupe formé de six jeunes de moins de 35 ans, quatre femmes et deux hommes, présidé par une membre du Conseil, a réalisé une grande partie de cette consultation, laquelle se terminera dans la prochaine année. Les résultats serviront à enrichir les réflexions et les travaux du Conseil sur les questions d'égalité qui concernent les jeunes;
- Les deux premières phases du projet ont été exécutées, soit une consultation auprès de jeunes du secondaire et une autre auprès de jeunes fréquentant le cégep ou l'université. Deux outils sont utilisés, soit des groupes de discussion et un questionnaire mis en ligne sur le site Web du Conseil pour la première phase. Un rapport sera rédigé sur les résultats de cette consultation après la troisième phase, qui se déroulera à l'automne 2008 auprès de jeunes sur le marché de l'emploi;
- amorcé les travaux de recherche sur les stéréotypes. L'an dernier, deux contrats de recherche ont été accordés à des chercheurs externes pour procéder à une recension de la littérature. Le premier portait sur les stéréotypes masculins et le second sur les stéréotypes féminins. Ces documents dressent l'inventaire des principaux auteurs qui ont analysé ces sujets et dégagent les conclusions de leurs réflexions. Ils alimenteront les travaux à venir du Conseil. À la suite du dépôt de ces ouvrages, le Conseil a entrepris l'exécution de sa recherche. L'objectif consiste à rédiger un document qui constituera un ouvrage de référence pour la compréhension de ce que sont les stéréotypes sexuels et sexistes. À caractère

essentiellement théorique, cette recherche sera suivie dans les années qui viennent d'un avis qui ciblera les manifestations et les effets des stéréotypes sexuels et sexistes dans divers milieux de socialisation;

- été convaincu de regrouper sous la forme d'actes les présentations du colloque Diversité de foi – Égalité de droits en raison de leur richesse et du vif intérêt qu'elles ont suscité auprès de l'auditoire. Ce document a fait l'objet d'une promotion et d'une diffusion papier et électronique, selon le cas, dans les milieux intéressés par la question du respect des droits des femmes dans un contexte de pluralisme religieux, afin de nourrir la réflexion sur ce sujet aussi délicat que préoccupant.

Dans le cadre de la deuxième orientation **Favoriser l'amélioration de la situation économique des femmes**, le Conseil a

- produit un portrait factuel de l'emploi des femmes dans l'économie sociale dans le secteur de l'aide domestique intitulé *L'économie sociale et sa filière de l'aide domestique : quel avenir pour l'emploi des femmes?* Dans cette recherche, le Conseil a mesuré ce qu'il est advenu des gisements d'emplois ouverts par l'économie sociale, notamment en estimant la taille de ce secteur et en détaillant les conditions de travail qui y sont offertes. Cette recherche s'intéresse particulièrement à la filière de l'aide domestique, caractérisée par une main-d'œuvre à forte prédominance féminine. Elle montre la précarité de l'emploi de préposée malgré le fait que la demande pour les services d'aide domestique se fasse toujours plus pressante, dans le contexte du vieillissement de la population et des orientations de la *Politique de soutien à domicile*. En lien avec ces constats, le Conseil souhaite que le *Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique* permette aux entreprises d'économie sociale en aide domestique de stabiliser leurs affaires afin qu'elles puissent améliorer les conditions de travail de leurs préposées et leur offrir des programmes de formation de qualité. Cette recherche a été distribuée en novembre 2006 aux leaders réunis au Sommet de l'économie sociale et solidaire.

Pour répondre à la troisième orientation **Participer à l'amélioration de la santé et du bien-être des femmes**, le Conseil a

- publié un *Mémoire sur le document de consultation Garantir l'accès : un défi d'équité, d'efficience et de qualité*, en réaction au document de consultation du ministère de la Santé et des Services sociaux portant sur la réponse gouvernementale au jugement de la Cour suprême dans l'affaire Chaoulli-Zeliotis. Le Conseil analyse les suites que le gouvernement entend donner au jugement de la Cour suprême invalidant les dispositions législatives qui interdisent le recours à l'assurance privée pour les soins médicaux et hospitaliers offerts par le régime public québécois. Le Conseil a également participé à la Commission des affaires sociales chargée de mener des consultations sur le document gouvernemental. Dans ce mémoire, le Conseil fait valoir que le système de santé et de

services sociaux représente un acquis social important pour les femmes qui y font souvent appel pour elles-mêmes ou pour leurs proches en raison de leurs fonctions reproductives, de leur longévité et des responsabilités sociales qu'elles assument. Elles sont donc particulièrement attachées à ce système dont l'accès est basé sur les besoins et non sur le statut ou la capacité de payer. Par ailleurs, le Conseil souhaite la tenue d'une consultation publique sur le financement du système public de santé et de services sociaux pour en assurer la pérennité;

- analysé le projet de politique de périnatalité du ministère de la Santé et des Services sociaux, lequel vise à actualiser l'action gouvernementale en cette matière. Bien que ce projet présentait des éléments positifs, tels que le développement de la pratique des sages-femmes, l'assurance d'avoir un meilleur accès aux maisons de naissance, la promotion de l'importance du rôle du père et la revalorisation de la grossesse et de la naissance en les présentant comme des événements naturels et physiologiques, le Conseil a été préoccupé par certains aspects. Ainsi, il a tenu à rappeler tout son attachement au principe fondamental qui doit guider toute intervention en matière de périnatalité, celui de l'autonomie reproductive des femmes, principe d'ailleurs confirmé par le plus haut tribunal canadien. Le Conseil a rappelé que ce sont les femmes et les femmes seules qui doivent avoir la maîtrise complète de leur corps lors de toutes les étapes entourant la grossesse et la naissance. Le Conseil a également fait valoir l'importance de mettre en œuvre une analyse différenciée selon les sexes pour éviter une neutralité des genres dans la politique de périnatalité;
- étudié le projet de loi n° 33 sur la Loi modifiant la Loi sur les services sociaux et d'autres modifications législatives. Le Conseil a fait parvenir ses commentaires au président et aux membres de la Commission des affaires sociales chargée de faire l'étude du projet de loi. Dans sa lettre, le Conseil se réjouit de l'encadrement des centres médicaux spécialisés prévu dans le projet de loi et du maintien de l'interdiction de l'assurance « duplicative » dans la Loi sur l'assurance-hospitalisation. Cependant, le Conseil déplore que le projet de loi n'établisse pas un lien plus explicite entre l'offre d'une garantie d'accès par le système public et l'ouverture à l'assurance « duplicative » pour les soins reçus et tarifés dans le privé et que la possibilité d'ajouter une assurance « duplicative » pour d'autres interventions puisse se faire par règlement, et non au moyen d'une modification législative, comme il en avait été question.

En lien avec la quatrième orientation **Favoriser la place des femmes dans les lieux de pouvoir et leur participation citoyenne**, le Conseil a

- témoigné de sa vigilance en mettant son expertise dans ce domaine au service du gouvernement. Il a notamment
 - Participé à des projets visant l'augmentation de la représentation des femmes en politique :

Cet enjeu est majeur compte tenu de la faible présence des femmes dans plusieurs instances, entre autres dans les conseils municipaux et par voie de conséquence dans les Conférences régionales des élus (CRE). Les agentes régionales du Conseil ont, en partenariat avec des clubs politiques féminins ou le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR), contribué à des projets de création de comités (Femmes et municipalité ou Femmes et municipalité régionale de comté), à des activités de formation pour les femmes intéressées à s'engager, à des actions de réseautage pour les élues municipales;

- Sur le plan national, le Conseil siège à la Table des partenaires – Femmes et politique municipale, qui regroupe le MAMR, le Directeur général des élections, les associations municipales, le Secrétariat à la condition féminine et des groupes de femmes;
- Enfin, le Conseil a compilé les données sur la présence des femmes en 2006 dans 24 lieux décisionnels régionaux, de façon à en suivre l'évolution. Ces données seront versées dans la Banque des données statistiques officielles gérée par l'Institut de la statistique du Québec;
- déposé une lettre-avis dans le cadre des consultations particulières de la Commission des finances publiques sur l'énoncé de politique Moderniser la gouvernance des sociétés d'État. Par cette lettre, le Conseil signifie son accord avec l'établissement de règles permettant d'atteindre en cinq ans une parité de représentation entre les femmes et les hommes dans les conseils d'administration des sociétés d'État. Il dit approuver sans réserve l'intention du ministre des Finances de modifier à cette fin la loi constitutive de chacune des sociétés d'État, soulignant que, par cette nouvelle avancée, le gouvernement donnerait l'exemple aux entreprises privées, si nombreuses à ne compter aucune femme dans leur conseil d'administration. Le Conseil a en outre recommandé d'introduire une disposition semblable s'appliquant à la présidence des conseils d'administration des sociétés d'État;
- offert un soutien professionnel et collaboré avec diverses instances régionales en vue de l'amélioration des conditions de vie des femmes :
 - Par l'intermédiaire de ses représentantes régionales, le Conseil a participé à certains travaux des instances régionales, notamment des CRE ou de leurs différents comités ou commissions, des directions régionales des ministères et des Conférences administratives régionales. Cette coopération s'est traduite par un apport d'expertise et par une contribution à des projets et à des réunions de travail, et vise à faire valoir les préoccupations des femmes pour un développement local et régional qui bénéficie de manière équitable aux deux sexes;
 - La plupart des régions sont en phase d'élaboration de leur plan quinquennal de développement et l'intervention du Conseil en 2006-2007 a permis de sensibiliser les CRE à l'importance de disposer et d'utiliser des données sexuées, et de les inciter à inscrire dans leur planification un principe d'égalité entre les femmes et les hommes ou de se doter d'une politique d'équité et d'égalité;

- Un des outils privilégiés pour mettre à l'avant-scène les préoccupations des femmes et pour agir sur l'amélioration de leurs conditions de vie est une entente spécifique (ou de collaboration). Dans cinq régions du Québec, le Conseil a contribué à des projets d'entente en condition féminine. Dans trois régions, des ententes sont en vigueur et le Conseil est associé au suivi de leur mise en œuvre;
- Le dossier de la santé constitue toujours un enjeu pour les femmes et le Conseil est interpellé pour contribuer à des projets communs entre les agences de santé et de services sociaux et le mouvement des femmes, visant à mieux adapter l'offre de service aux besoins;
- La Direction des bureaux régionaux collige des données et dresse des états de situation sur divers dossiers, comme l'évolution des travaux d'adoption des plans quinquennaux et les éléments retenus en matière d'égalité, l'état du développement social, l'état des choses par rapport à des ententes spécifiques, les actions au regard de l'amélioration de l'accès des femmes au marché du travail.

2.3 Actions d'information et de sensibilisation

Publication de la Gazette des femmes

Magazine de débat et d'information, la *Gazette des femmes* est publiée cinq fois l'an et contient en moyenne 44 pages. Au cours de l'année, le magazine a produit des nouvelles brèves sur l'actualité, des dossiers sur des sujets controversés, des portraits, une chronique Histoire, Arts et Bouquins, des analyses et des reportages à l'international.

Plusieurs chroniques et articles ont contribué à informer les femmes, et la population en général, sur l'actualité en condition féminine. Outre des enquêtes spéciales, par exemple sur l'influence de l'environnement sur le cancer du sein (*Le corps depotoir*, janvier-février 2007) ou sur les femmes chefs d'État (*Les triplees de la politique*, mai-juin 2006), et des entrevues exclusives (*Louise Harel 25 ans de politique*, mai-juin 2006), la revue contient des nouvelles sur des parutions, des projets dans le domaine de l'égalité (*L'effet Nathalie Simard*, mars-avril 2007), ou la volonté de l'Association canadienne des entraîneurs qui veut recruter le double de femmes d'ici deux ans, (*Entraîneuses recherchées*, mai-juin 2006), des avancées (*La pertinence du registre des armes à feu*, novembre-décembre 2006) ou des reculs des femmes dans divers domaines (*En arrière toutes ! — Comment Stephen Harper a fait reculer la cause des femmes*, en cinq étapes, janvier-février 2007).

Par ailleurs, la *Gazette des femmes* cherche à montrer les multiples visages des femmes d'ailleurs. Cette année, des illustrations de diverses réalités des femmes de la planète ont été publiées : le retour des nonnes bouddhistes en Thaïlande; le combat de deux Afghanes pour la liberté de presse; comment le beurre de karité

Gazette des femmes — Autres résultats			
	2006-2007	2005-2006	2004-2005
Tirage moyen par numéro	23 000 exemplaires*	24 100 exemplaires	24 000 exemplaires
Points de vente	400	400	400
Estimation du lectorat	100 000 personnes	100 000 personnes	100 000 personnes
Nombre d'abonnements	14 500	14 131	16 341
Lettres au courrier des lecteurs	34**	31	42
Mentions dans les médias	35	15	27

* Sauf pour le numéro spécial *Gazette des filles* pour lequel le tirage a été de 68 000 exemplaires.

** Plus de 200 lettres ont été reçues en réaction au numéro spécial *Gazette des filles*, publié en septembre-octobre!

change la vie des femmes burkinabè; le parcours intrigant de trois Sénégalaises, rappeuses et féministes; les commissariats de police pour femmes au Brésil, un modèle unique au monde.

Depuis deux ans, on note une baisse des abonnements due en partie à des lacunes identifiées dans leur gestion. Plusieurs actions ont été entreprises pour redresser la situation : changement du fournisseur, conseils d'experts en marketing, campagnes de marketing accentuées, etc.

Publication de la *Gazette des filles*

Pour la rentrée scolaire 2006, la *Gazette des femmes* s'est transformée en *Gazette des filles*, le temps d'une édition adaptée aux élèves du deuxième cycle du secondaire. Tous les articles portaient sur des sujets susceptibles d'intéresser un jeune public, filles et garçons : relations amoureuses, sexualité et hypersexualisation, troubles alimentaires, prostitution, carrières, etc. Certains sujets sont similaires à ceux que l'on retrouve dans des revues comme *Adorable*, mais traités sous un angle différent, dans une perspective d'égalité entre les filles et les garçons. La *Gazette des filles* proposait aussi des sujets historiques et des reportages à l'international, thèmes rarement abordés dans les magazines pour adolescentes. Une attention spéciale a été portée au graphisme : textes courts et vivants, visuel attrayant, questionnaire, test psychologique, etc.

Un guide pédagogique comprenant quatre situations d'apprentissage inspirées du renouveau pédagogique a été élaboré afin d'accompagner le magazine. Destiné au personnel enseignant, ce guide permettait aux élèves de s'approprier en classe le

contenu de la *Gazette des filles*. Les deux outils combinés visaient à sensibiliser les jeunes à la persistance de certains stéréotypes et à l'importance d'une société égalitaire.

Une diffusion spéciale de 40 000 exemplaires a été effectuée dans les écoles secondaires. Les syndicats et les associations de directrices et de directeurs d'école ainsi que d'enseignantes et d'enseignants ont aussi été sensibilisés à ce projet. Un courriel, s'adressant au personnel spécialiste des disciplines touchées dans les activités proposées par le guide, a également été acheminé aux écoles.

La *Gazette des filles* et son guide pédagogique se retrouvent dans le référencement du site www.egalitejeunesse.com et leur promotion se poursuit grâce à la présence du Conseil à différents colloques.

Production d'outils pour la Journée internationale des femmes

Le Conseil a produit des outils d'information pour accompagner les activités du 8 mars 2007. Comme les années antérieures, il a continué de diffuser des feuillets d'information sur l'origine du 8 mars et sur les avancées des femmes. Toutefois, le document *La constante progression des femmes* a été largement bonifié, notamment par un classement par sujet et par l'ajout de pionnières, des femmes ayant tracé la voie. Le Conseil a également publié la version 2007 du *Portrait des Québécoises en 8 temps* présentant les données statistiques les plus récentes concernant divers aspects de la vie des femmes : démographie, éducation, situation familiale, travail, revenu, loisirs, emploi du temps, pouvoir. À nouveau, ce document a été adapté spécifiquement pour chacune des 17 régions du Québec. Le Conseil a également réalisé une affiche permettant aux groupes de femmes d'y inscrire les diverses activités organisées pour souligner l'événement. Par ailleurs, le Conseil a aussi participé au cahier spécial du quotidien *Le Devoir*.

Diffusion des outils du 8 mars		
Type de document	2006-2007	2005-2006
Affiche 8 mars	4 176 exemplaires	4 097 exemplaires
Feuillelet d'information sur l'origine du 8 mars	9 793 exemplaires	8 032 exemplaires
Feuillelet d'information sur l'évolution des droits des femmes	10 137 exemplaires	9 888 exemplaires
Feuillelet statistique national	8 851 exemplaires	8 370 exemplaires

Égalité Jeunesse

Mis en ligne le 19 septembre 2006, le site www.egalitejeunesse.com fait partie intégrante du site Web du Conseil et est destiné aux jeunes afin de les sensibiliser à l'égalité entre les filles et les garçons. On y retrouve différentes sections, comme un blogue avec des témoignages et des sujets d'actualité, un coin pour les enseignantes et les enseignants, une partie historique sur les droits des femmes ainsi que des suggestions de publications. Le site a été vu par 14 171 internautes. Vingt-six textes ont été communiqués sous forme de blogues par le Conseil. Ils ont généré 72 commentaires de la part des internautes. Une attention particulière a été accordée à la promotion du site. Son référencement a permis de placer des liens vers le site Égalité Jeunesse à partir d'autres sites. Actuellement, l'expression www.egalitejeunesse.com permet de repérer près de 80 sites qui font la promotion de la section jeunesse du site du Conseil et, parmi ceux-ci, plusieurs sites de référence en éducation, tels que « Carrefour-éducation », « Thot » et « Station 5 ». Des listes destinées aux enseignantes et aux enseignants l'ont mentionné comme outil d'apprentissage pertinent. Des envois ont par ailleurs été faits aux services complémentaires des commissions scolaires et au Regroupement québécois des maisons des jeunes. Enfin, quelques publications spécialisées en éducation (*Vie pédagogique*, *Virage*) et la participation du Conseil à titre d'exposant à divers colloques ont aussi permis d'en augmenter la diffusion.

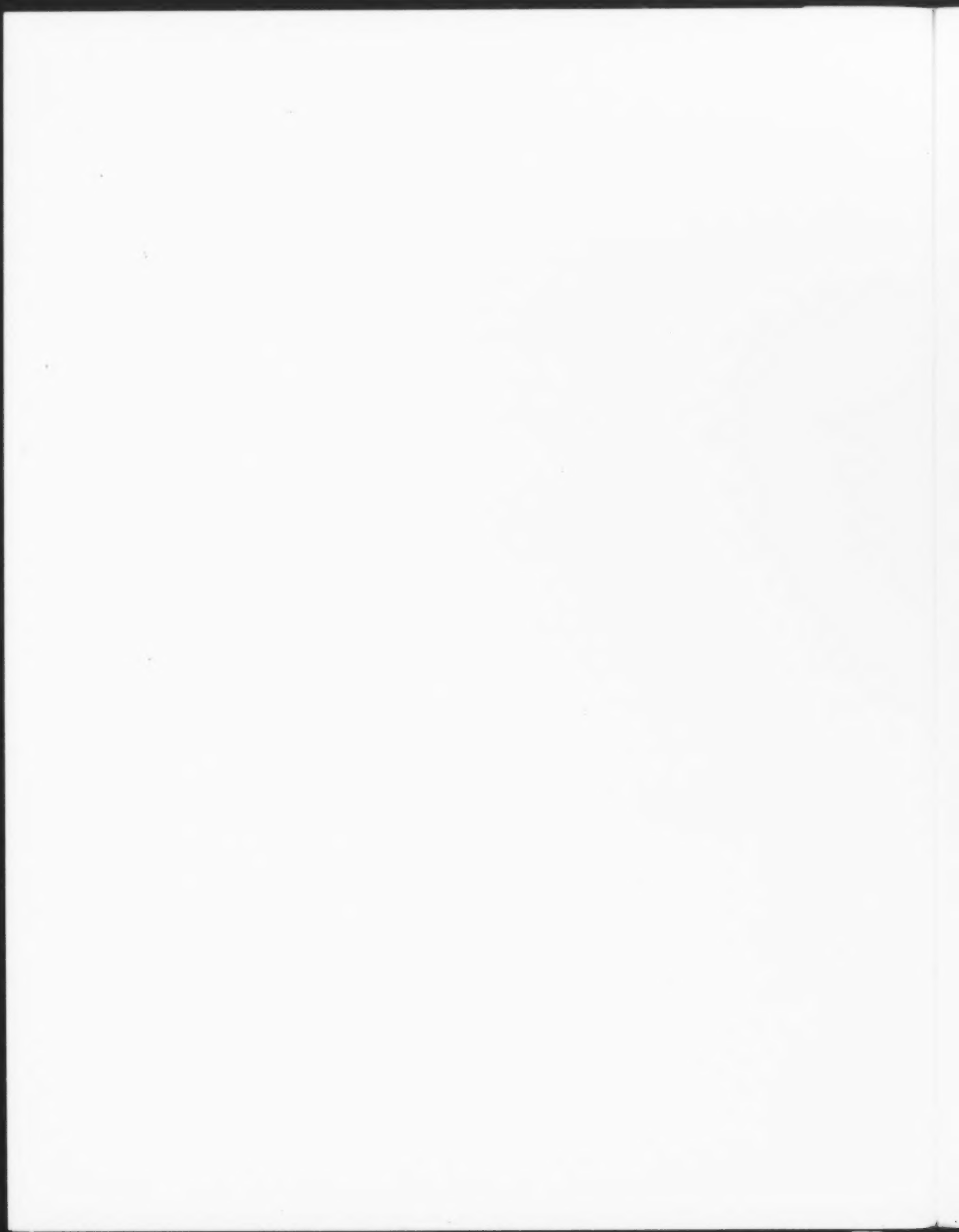
Élaboration des travaux en vue d'établir un répertoire des outils accessibles aux enseignantes et aux enseignants en matière d'égalité

Les enseignantes et les enseignants du primaire et du secondaire ont besoin d'être soutenus dans leurs efforts pour sensibiliser les jeunes à la question de l'égalité. Plusieurs initiatives intéressantes ont vu le jour, mais il n'existe pas de lieu où sont répertoriés les divers outils existants sur ce thème. Ainsi, le Conseil a décidé de colliger cette information, de la diffuser et de la rendre disponible. La réalisation du répertoire d'outils sur l'égalité est bien amorcée. Des ententes seront prises avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour la validation de l'ensemble des sections du répertoire, dont le lancement est prévu cette année.

Diffusion de publications, activités publiques et diffusion d'information

Le Conseil informe régulièrement le public et sa clientèle habituelle par le biais de différents outils comme des bulletins d'information, son site Web et diverses publications. Il utilise aussi les médias pour faire connaître ses positions, ses activités et ses produits. Le tableau suivant présente les faits saillants de l'année avec une grille comparative pour les deux années précédentes.

Type d'activité	2006-2007	2005-2006	2004-2005
Recherches, avis et mémoires produits	2	6	23
Exemplaires de publications diffusées	14 856	13 269	12 387
Visites sur le site Web	172 334	153 346	133 411
Info-CSF : partenaires nationaux joints	368	406	406
Info-Région : partenaires régionaux joints	2 285	2 324	2 010
Conférences et sessions d'information	66	73	99
Nombre de représentations externes	114	125	106
Activités publiques organisées	6	36	36
Communiqués de presse émis	12	16	32
Entrevues accordées et activités médiatiques	55	78	67
Mentions du Conseil dans les médias	219	218	295
Demandes de renseignements du public	3 337	4 235	4 303



Partie 3 :

Utilisation des ressources

Ressources financières

En 2006-2007, sur le plan budgétaire, le Conseil du statut de la femme était un élément de programme (programme 4.1) de son ministère portefeuille, soit le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine. Les résultats financiers réels pour l'exercice comptable sont présentés dans le tableau qui suit :

Budget des dépenses	Budget original ¹ 2006-2007 (000 \$)	Budget modifié ¹ 2006-2007 (000 \$)	Dépenses réelles ¹ 2006-2007 (000 \$)	Dépenses réelles ² 2005-2006 (000 \$)
Budget de fonctionnement				
- Rémunération	3 335,6	3 155,6	3 033,6	3 010,6
- Fonctionnement	1 006,2	1 209,2	1 202,5	1 164,2
- Amortissement	8,0	8,0	9,9	2,9
	<u>4 349,8</u>	<u>4 372,8</u>	<u>4 246,0</u>	<u>4 177,7</u>
Budget d'investissement	25,0	25,0	9,5	23,3

Sources : ¹ Rapport SYGBEC, 7-S11 du 20 avril 2007.
² Rapport SYGBEC, 7-S11 du 21 avril 2006.

Le Conseil a respecté l'enveloppe qui lui avait été allouée et l'augmentation de 68 300 \$ pour les dépenses réelles 2006-2007 par rapport à 2005-2006 s'explique essentiellement par le paiement de l'équité salariale malgré le nombre de postes vacants et le gel de l'embauche, ce qui a entraîné une légère hausse de la rémunération totale et des dépenses de fonctionnement.

Ressources humaines

Au 31 mars 2007, le Conseil a disposé d'un effectif de 51 équivalents temps complet (ETC), alors qu'il avait droit à un total de 63 ETC. À noter que depuis plusieurs années, le Conseil ne peut combler les 63 ETC autorisés, étant donné une masse salariale insuffisante.

Effectif régulier au 31 mars 2007 par catégorie d'emploi et présence en région

	Hors-cadres et cadres	Professionnelles	Techniciennes	Employées de bureau	Total
Québec	2	9	11	7	29
Régions	1	13	0	7	21
Total	3	22	11	14	50

**Reddition de comptes pour la période de référence
du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007**

Embauche et représentativité

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

L'embauche

	PERMANENTES (y compris les employées temporaires)	OCCASIONNELLES	ÉTUDIANTES	STAGIAIRES
Nombre total de personnes embauchées	0	7	5	1

Nombre d'employées permanentes et occasionnelles en date du 31 mars 2007

Effectif total	57
----------------	----

2. MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, AUTOCHTONES ET ANGLOPHONES

Rappel de l'objectif :

Atteindre un taux d'embauche annuel de 25 % des nouvelles employées permanentes (y compris les employées temporaires), des occasionnelles, des stagiaires et des étudiantes provenant des membres des communautés culturelles (CC), des anglophones (Angl.) et des autochtones (Aut.), pour hausser la représentation de ces groupes dans la fonction publique.

Le taux d'embauche

	PERMANENTES (y compris les employées temporaires)				OCCASIONNELLES				ÉTUDIANTES				STAGIAIRES			
	CC	Angl.	Aut.	Global	CC	Angl.	Aut.	Global	CC	Angl.	Aut.	Global	CC	Angl.	Aut.	Global
Nombre total de personnes embauchées				0				0				0				0
Pourcentage (%)				0				0				0				0

Rappel de l'objectif :

Pour les membres des communautés culturelles, atteindre la cible gouvernementale de 9 %.

Le taux de représentativité

	PERMANENTES (y compris les employées temporaires)			
	CC	Angl.	Aut.	Global
Nombre total de personnes embauchées	1			1
Pourcentage (%)	1,7			1,7

3. PERSONNES HANDICAPÉES

Rappel de l'objectif :

Atteindre la cible ministérielle de représentativité de 2 %.

Le taux de représentativité

	PERMANENTES (y compris les employées temporaires)
Nombre total de personnes embauchées	-
Représentativité en nombre	0
Pourcentage (%)	0

Note : Le Conseil a procédé à l'embauche d'une personne handicapée à titre d'occasionnelle.

4. FEMMES

Le taux de représentativité

	Hors-cadres et cadres	Professionnelles	Techniciennes	Employées de bureau	Agentes de la paix	Ouvrières
Représentativité en nombre	2	21	10	14	-	-
Pourcentage (%)	67	96	96	100	-	-

Le Conseil a tenu une rencontre du Comité ministériel sur l'organisation du travail auquel ont siégé les représentantes du Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec ainsi qu'une représentante du personnel d'encadrement. Les séances de ce comité sont présidées par la présidente du Conseil et soutenues par le Service administratif, qui en assure le bon fonctionnement et les suivis.

La formation a représenté une dépense totale de 23 000 \$ pour une durée de 1 198 heures. Elle a principalement porté sur l'acquisition de connaissances et d'habiletés dans les domaines des communications écrites et orales de même que de la bureautique. Dans le contexte de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre, le Conseil a investi 2 % de sa

masse salariale à titre de dépenses admissibles à la formation. De plus, plusieurs personnes ont participé à la session de préparation à la retraite donnée par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances du Québec.

Le Conseil a organisé deux journées de formation collective à l'intention de ses employées, auxquelles ont été conviées également des membres d'organismes externes. La première formation portait sur les stéréotypes et la seconde, sur les jeunes en région.

Ressources informationnelles

Encore cette année, la priorité a été accordée au volet « Sécurité informatique », à la mise en place de divers outils de surveillance et de protection du réseau informatique ainsi qu'à la consolidation de l'infrastructure actuelle et au rajeunissement du parc d'équipement informatique.

Les dépenses reliées à ces technologies ont été affectées, entre autres, aux lignes téléphoniques dédiées à l'informatique, à l'acquisition de fournitures et d'équipement informatique pour un total de 96 000 \$, soit une hausse de 47 100 \$ par rapport à 2005-2006. La hausse des dépenses découle du rajeunissement du parc d'équipement informatique tant au siège social que dans les bureaux régionaux du Conseil.

Centre de documentation du Conseil

Au cours de l'année financière 2006-2007, le Centre de documentation a enregistré 1 661 consultations par le personnel du Conseil. Ces consultations ont nécessité des recherches documentaires et des références en réponse aux demandes d'information du personnel relativement à la collection sur les droits des femmes et l'égalité. Par la suite, le Centre a accordé 2 334 prêts de documents à sa clientèle interne.

Outre ces consultations par le personnel, le Centre a offert une assistance documentaire à 304 personnes issues du gouvernement et du milieu de la recherche. Ces demandes ont généré également des références et des recherches documentaires et 301 prêts entre bibliothèques ont été accordés.

Par ailleurs, le Centre de documentation a enrichi sa collection de plus de 1 550 nouveaux documents présentés sous divers supports : volumes, multimédias, périodiques, articles scientifiques, etc. Enfin, l'utilisation quotidienne d'Internet constitue un apport essentiel à l'enrichissement de la collection et au service à la clientèle.

Ressources matérielles

En janvier 2006, le Conseil a déménagé son bureau régional de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine dans un nouvel édifice à Chandler. Pour les loyers, la dépense a été de 347 600 \$, soit une légère baisse par rapport à l'année précédente (361 000 \$).

Enfin, pour la téléphonie, le courrier et la messagerie, la dépense a été de 63 700 \$, soit une baisse de 14 % par rapport à l'année précédente (74 100 \$). Cet écart s'explique par l'économie réalisée grâce à l'installation en novembre 2005 du nouveau système téléphonique.

Partie 4 :

Autres exigences : application des lois, des politiques et des responsabilités administratives

En tant qu'organisme gouvernemental, le Conseil du statut de la femme doit se conformer aux prescriptions des lois et des politiques qui assurent le respect des droits des citoyens et la transparence des organisations.

Déclaration de services aux citoyens

En vertu de l'article 6 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), le Conseil du statut de la femme, dans la mesure où il n'administre pas de services directs à la population, n'est pas tenu de produire une Déclaration de services aux citoyens.

Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration

Conformément à la *Politique d'utilisation du français dans les technologies de l'information*, tous les logiciels utilisés par le personnel sont en français. La documentation écrite et le site Web du Conseil se conforment aussi à la Charte de la langue française.

Plan d'action gouvernemental pour la protection des renseignements personnels

En 2006-2007, les efforts du Conseil ont porté principalement sur l'analyse des conséquences découlant des modifications apportées à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ainsi que sur l'adoption, en avril 2006, de la nouvelle directive portant sur la sécurité de l'information gouvernementale.

Éthique

Conformément au *Plan d'action pour consolider l'infrastructure de l'éthique au sein de l'administration gouvernementale*, le Conseil a nommé une répondante en éthique. Il a aussi établi un Code d'éthique et de déontologie applicable à ses administratrices publiques. Ce code a été adopté lors de la réunion du 18 novembre 1999 du conseil d'administration et est toujours en vigueur (annexe V). Au cours de l'année budgétaire 2007-2008, une formation sera donnée à l'ensemble du personnel et un plan d'action sera élaboré.

Accès à l'égalité en emploi et rajeunissement de la fonction publique

Le Conseil n'a recruté aucune personne de moins de 35 ans au cours de la dernière année.

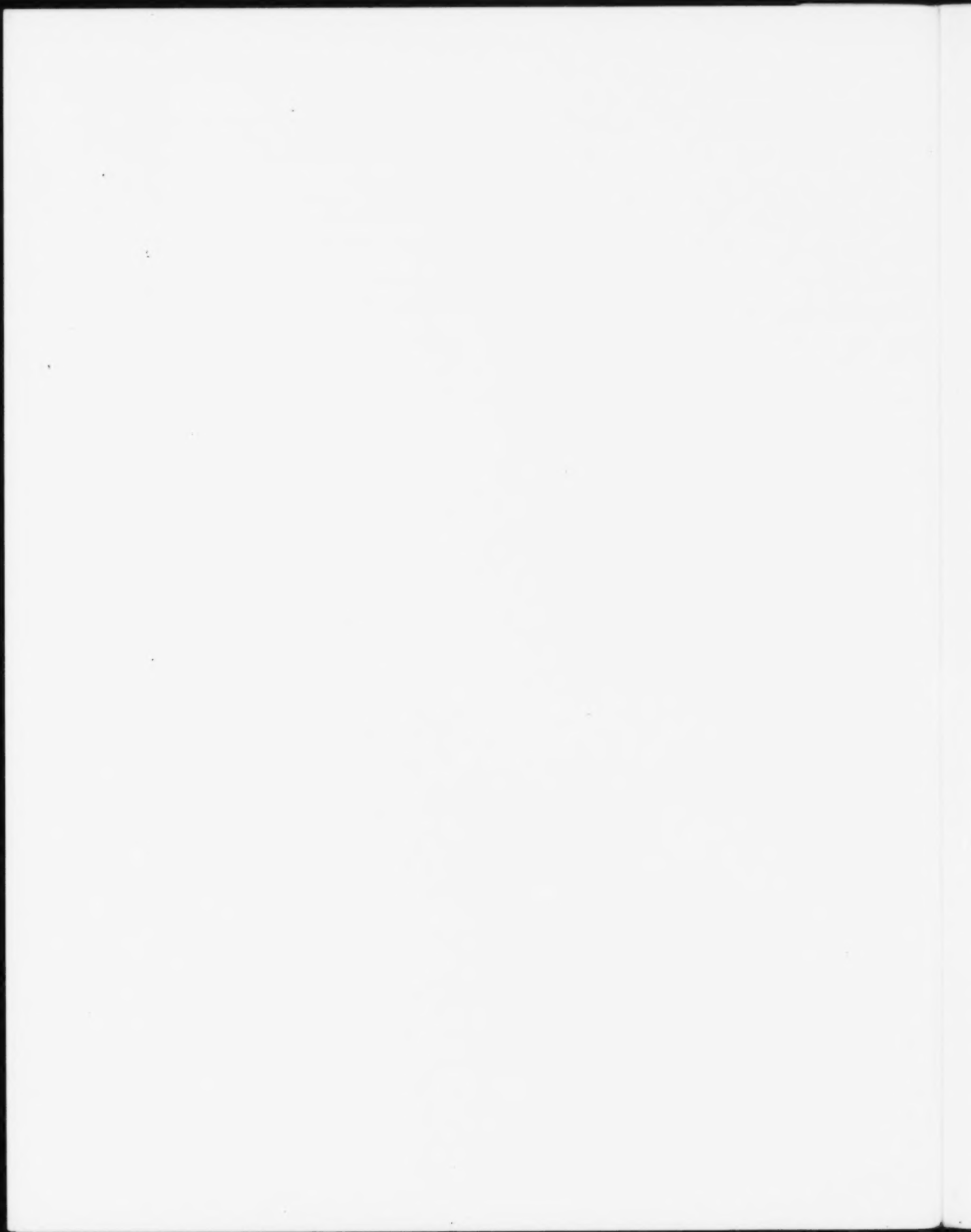
Plan d'action à l'égard des personnes handicapées

Comme il est énoncé dans son *Plan d'action 2006 à l'égard des personnes handicapées*, le Conseil du statut de la femme a facilité l'accès à la documentation électronique pour les personnes ayant une incapacité visuelle.

Le volet portant sur l'accueil téléphonique a été reporté au prochain plan d'action (2007-2008) pour des raisons administratives.

En raison des sujets abordés dans les études parues en 2006, le Conseil n'a pas eu à communiquer avec l'OPHQ pour recueillir ses commentaires.

Par ailleurs, le Conseil a prolongé la période de référence au plan d'action 2006 jusqu'au 31 mars 2007, conformément aux instructions publiées dans le *Guide à l'intention des ministères, des organismes publics et des municipalités en vue de la production de leur plan d'action annuel à l'égard des personnes handicapées* – Édition 2006 produite par l'OPHQ.



Annexe I :

Liste des membres

Le 23 juin 2005, le gouvernement du Québec a procédé au remplacement des dix membres dont le mandat était expiré.

Quatre membres nommées sur la recommandation des associations féminines

- M^{me} Teresa Bassaletti, directrice générale et fondatrice du Centre pour femmes immigrantes de Sherbrooke, nommée le 23 juin 2005;
- M^{me} Julie Champagne, agente de développement au Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches, nommée le 23 juin 2005;
- M^{me} Guylaine Hébert, infirmière au programme *Enfance-Jeunesse-Famille* du CSSS Maria-Chapdelaine, nommée le 23 juin 2005;
- M^{me} Charlotte Thibault, consultante en condition féminine et dans le milieu communautaire, nommée le 23 juin 2005.

Deux membres nommées sur la recommandation des milieux universitaires

- M^{me} R'kia Laroui, professeure et directrice du module du baccalauréat en enseignement secondaire à l'Université du Québec à Rimouski, nommée le 23 juin 2005;
- M^{me} Abby Lippman, professeure à l'Université McGill, principalement au Département d'épidémiologie, de biostatistiques et de santé au travail de même qu'en médecine sociale et préventive, nommée le 23 juin 2005.

Deux membres nommées sur la recommandation des groupes socio-économiques

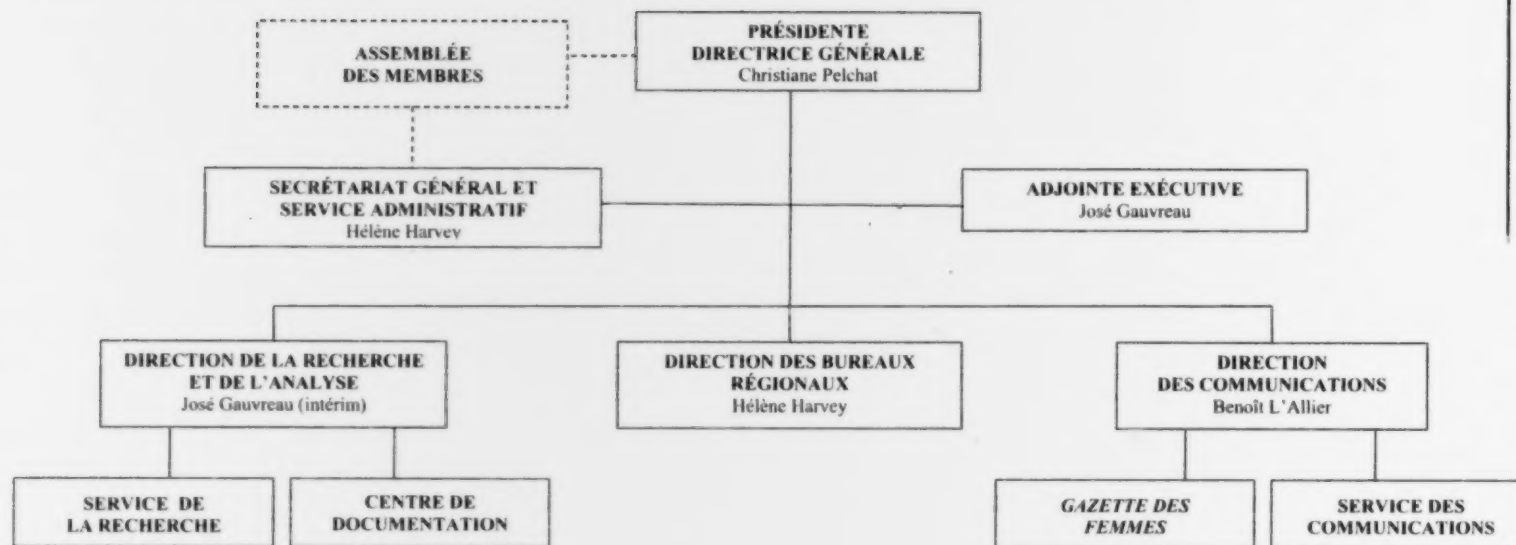
- M^{me} Roxane Duhamel, vice-présidente au Conseil du statut de la femme, propriétaire et présidente de l'entreprise RDMARCOM – services de conseil en marketing et en restructuration organisationnelle, nommée le 23 juin 2005;
- M^{me} Daniele Ménard, avocate-conseil au ministère de la Justice du Canada à la Section de la famille, des enfants et des adolescents, nommée le 23 juin 2005.

Deux membres nommées sur la recommandation des syndicats

- M^{me} Francine Ferland, présidente de la Cooperative de développement régional de Québec-Appalaches, nommée le 23 juin 2005;
- M^{me} Carole Gingras, directrice du Service de la condition féminine de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, nommée le 23 juin 2005.

Conseil du statut de la femme

Annexe II :
Organigramme



ORIGINAL SIGNÉ PAR

Christiane Pelchat
2007-02-06

Annexe III :

Valeurs

Le Conseil adhère à la *Déclaration de valeurs fondamentales de l'administration publique québécoise* et aux valeurs éthiques de compétence, d'impartialité, d'intégrité, de loyauté et de respect. Son mandat, axé sur la défense et sur la promotion du statut et des droits des femmes, l'amène à soutenir un projet de société qui vise l'égalité entre les femmes et les hommes et qui est porté par les valeurs de démocratie, de respect de la personne, de justice sociale et de solidarité.

En plus, toute l'organisation fonde son action sur des valeurs qui reflètent sa philosophie de pensée et ses aspirations. Ainsi, à l'intérieur de son plan stratégique, le Conseil du statut de la femme a identifié les valeurs auxquelles il adhère et qu'il entend promouvoir. Celles-ci prennent la forme d'un engagement de l'organisation envers ses partenaires et son personnel, de même que du personnel envers son organisation. Le Conseil a ainsi retenu les valeurs ci-dessous :

L'organisation face à sa mission*

Exercer avec conviction sa mission

- en assurant le rayonnement du Conseil du statut de la femme et de ses actions;
- en faisant preuve d'ouverture et de solidarité envers toutes les femmes;
- en agissant avec audace et innovation;
- en préservant son indépendance d'opinion tout en favorisant le partenariat et la concertation.

Avoir le souci de l'excellence

- en exerçant sa mission avec vigilance et vision;
- en diffusant une information de pointe;
- en maintenant son expertise et en assurant un haut standard de qualité et de rigueur dans la réalisation de ses produits;
- en évaluant les résultats de ses actions.

L'organisation envers son personnel

Respecter le personnel

- en favorisant la transparence et la circulation de l'information;
- en encourageant les initiatives et la créativité;
- en acceptant les échanges et la libre expression des opinions;
- en privilégiant une gestion souple afin de le soutenir dans divers aspects de sa vie.

Développer la solidarité

- en promouvant l'esprit d'équipe et le décloisonnement;
- en reconnaissant les efforts et le savoir-faire;
- en appuyant le personnel dans son travail;
- en faisant participer le personnel à la définition de la vision et des objectifs du Conseil.

Le personnel envers l'organisation

Démontrer son esprit d'appartenance

- en étant loyal envers l'organisation;
- en attestant de son engagement constant dans la réalisation d'objectifs communs;
- en contribuant à un sain climat de travail;
- en créant des liens d'entraide et de collaboration.

Démontrer son sens des responsabilités

- en améliorant ses compétences;
- en étant proactif;
- en se comportant avec professionnalisme et autonomie dans son travail;
- en témoignant d'une ouverture d'esprit face aux changements.

* Extrait du *Plan stratégique 2001-2005*, qui a été prolongé jusqu'en 2007.

Annexe IV :

Liste des publications 2006-2007

Avis, mémoires et commentaires au gouvernement du Québec

Mémoire sur le document de consultation

Garantir l'accès : un défi d'équité, d'efficience et de qualité
(tirage : 850 exemplaires)

Analyses, études et recherches

*L'économie sociale et sa filière de l'aide domestique :
quel avenir pour l'emploi des femmes?*
(tirage : 825 exemplaires)

Documents d'information divers

Rapport annuel de gestion 2005-2006
(tirage : 325 exemplaires)

Guide pédagogique – Spécial Gazette des filles
Pour le personnel enseignant du 2^e cycle du secondaire
Situations d'apprentissage inspirées du renouveau pédagogique
(tirage : 7 000 exemplaires)

Actes du colloque Diversité de foi – Égalité de droits
(tirage : 750 exemplaires)

Portrait des Québécoises en 8 temps (national)
(tirage : 11 000 exemplaires)

Portrait des Québécoises en 8 temps (17 régions)
(tirage : 11 750 exemplaires)

Affiche du 8 mars 2007
(tirage : 4 500 exemplaires)

*La constante progression des femmes – Historique des droits
des femmes (version bonifiée)*
(tirage : 12 000 exemplaires)

The Long March Forward – A History of Women's Rights
(version bonifiée)
(tirage : 1 400 exemplaires)

Info-CSF : bulletin d'information électronique trimestriel
(3 parutions)

Annexe V :

Code d'éthique et de déontologie

Adopté par les membres
le 18 novembre 1999

Section 1 Champ d'application

1. Conformément au Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics (Décret 824-98 du 17 juin 1998), le présent code établit les principes d'éthique et les règles de déontologie applicables aux administratrices publiques¹ du Conseil du statut de la femme.
2. Sont administratrices publiques les membres du Conseil du statut de la femme de même que la présidente du Conseil.
3. L'administratrice publique est tenue, dans l'exercice de ses fonctions, de respecter les règles de déontologie et les principes d'éthique prévus par la loi et par le Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics, ainsi que ceux établis par le présent code qui lui sont applicables. En cas de divergence, les règles et les principes les plus exigeants s'appliquent.

En cas de doute, l'administratrice publique doit agir selon l'esprit de ces principes et de ces règles.

Section 2 Principes d'éthique

4. L'administratrice publique contribue, dans le cadre de son mandat, à la réalisation de la mission de l'État. En harmonie avec la mission du Conseil, elle œuvre de manière à favoriser l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes.
5. Afin de concrétiser la mission du Conseil, l'administratrice publique s'engage à promouvoir les valeurs suivantes :
 - a- L'équité entre les femmes et les hommes;
 - b- L'ouverture et la solidarité dans l'optique de tenir compte des situations diverses vécues par l'ensemble des Québécoises;
 - c- L'indépendance afin de jouer de façon crédible son rôle auprès du gouvernement;
 - d- La vigilance pour s'assurer de la progression constante des conditions de vie des femmes vers l'égalité.

Section 3 Règles de déontologie

RIGUEUR ET INTÉGRITÉ

6. L'administratrice publique exerce ses fonctions au meilleur de ses aptitudes et de ses connaissances avec rigueur, assiduité, diligence et intégrité.

DISCRÉTION

7. L'administratrice publique est tenue à la discrétion sur ce dont elle a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et est tenue, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.

Cette obligation n'a pas pour effet d'empêcher une administratrice publique liée à un groupe d'intérêts particulier de le consulter ni de lui faire rapport, sauf si l'information est confidentielle suivant la loi ou si le Conseil exige le respect de la confidentialité.

8. La membre invitée à représenter le Conseil ou à parler au nom de celui-ci ou en tant que membre du Conseil doit obtenir au préalable l'autorisation de la présidente.

NEUTRALITÉ POLITIQUE

9. L'administratrice publique doit, dans l'exercice de ses fonctions, prendre ses décisions indépendamment de toutes considérations politiques partisans.
10. La présidente fait preuve, en outre, de réserve dans la manifestation publique de ses opinions politiques.

CONFLITS D'INTÉRÊTS

11. L'administratrice publique évite de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et les obligations de ses fonctions.

Elle doit dénoncer au Conseil tout intérêt direct ou indirect qu'elle a dans un organisme, une entreprise ou une association, intérêt susceptible de la placer dans une situation de conflit d'intérêts.

12. La présidente ne peut, sous peine de révocation, avoir un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise ou une association mettant en conflit son intérêt personnel

et celui du Conseil. Toutefois, cette révocation n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation, pourvu qu'elle y renonce ou en dispose avec diligence.

Toute autre administratrice publique qui a un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise ou une association, intérêt qui met en conflit son intérêt personnel et celui du Conseil, doit, sous peine de révocation, dénoncer par écrit cet intérêt à la présidente et, le cas échéant, s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'organisme, l'entreprise ou l'association dans lequel elle a cet intérêt. Elle doit, en outre, se retirer de la séance pour la durée des délibérations et du vote relatif à cette question.

En cas de contestation, le Conseil décide si la membre est en conflit d'intérêts sur la question et cette membre n'a pas le droit de voter sur la question de savoir si elle est en conflit d'intérêts.

Cet article n'a toutefois pas pour effet d'empêcher une administratrice publique de se prononcer sur des mesures d'application générale relatives aux conditions de travail au sein du Conseil par lesquelles elle serait visée.

13. L'administratrice publique ne peut confondre les biens du Conseil avec les siens et ne peut les utiliser à son profit ou au profit de tiers.
14. L'administratrice publique ne peut utiliser à son profit ou au profit de tiers l'information obtenue dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Cette obligation n'a pas pour effet d'empêcher l'administratrice publique liée à un groupe d'intérêts particulier de le consulter ou de lui faire rapport, sauf si l'information est confidentielle suivant la loi ou si le Conseil exige le respect de la confidentialité.

15. L'administratrice publique n'a droit pour l'exercice de ses fonctions qu'à la seule rémunération reliée à celles-ci.

L'administratrice publique ne peut accepter aucun cadeau, marque d'hospitalité ou autre avantage que ceux d'usage et d'une valeur modeste. Tout autre cadeau, marque d'hospitalité ou avantage reçu doit être retourné au donateur ou à l'État.

16. L'administratrice publique ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour elle-même ou pour un tiers.
17. L'administratrice publique doit, dans la prise de ses décisions, éviter de se laisser influencer par des offres d'emploi.

APRÈS-MANDAT

18. L'administratrice publique qui a cessé d'exercer ses fonctions doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures au Conseil.
19. L'administratrice publique qui a cessé d'exercer ses fonctions ne doit pas divulguer une information confidentielle ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant le Conseil ou un autre organisme ou entreprise avec lequel elle avait des rapports directs importants au cours de l'année précédant la fin de son mandat.

Section 4 Mesures d'application

20. La présidente doit s'assurer du respect des principes d'éthique et des règles de déontologie par les administratrices publiques du Conseil.

En cas de manquement à l'éthique et à la déontologie, le processus disciplinaire applicable est celui prévu au Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics.

¹ La forme féminine utilisée dans ce code désigne aussi bien le masculin que le féminin lorsque le contexte s'y prête.

Conseil du statut
de la femme

Québec

